

Sigfox : des rebondissements dans la procédure de reprise

« Une semaine supplémentaire pour nous faire entendre par Bercy et l'Élysée ». Ouf de soulagement pour Henri Bong, cofondateur et codirigeant d'UnaBiz. Cette entreprise basée à Singapour fait partie du réseau d'opérateurs Sigfox... et aussi des candidats à la reprise de la pépite française, [placée](#) en redressement judiciaire fin janvier.

Henri Bong connaît bien la maison pour y avoir travaillé. L'offre de reprise qu'il porte a les faveurs du CSE. Celui-ci l'a fait savoir par communiqué, le 12 avril. En ligne de mire, l'annonce – prévue le surlendemain – de l'identité du repreneur par le tribunal de commerce de Toulouse. Et en toile de fond, une crainte : que le Gouvernement bloque le dossier d'UnaBiz.

Henri Bong résume le fond du problème dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron. « UnaBiz, de part [sic] sa nationalité, est soumise à la procédure IEF [Investissements étrangers en France, ndlr] ». Aux dernières nouvelles, Bercy n'a pas donné son feu vert.

L'équipe chargée de cette procédure n'avait pas émis de signaux négatifs, assure Henri Bong. « J'interprète donc ce refus comme étant dû à des enjeux spécifiques certainement liées aux contexte politique », poursuit-il.

Le dossier Sigfox bloqué jusqu'au second tour ?

« Si la condition (non mentionnée dans les conditions du *bid*) est d'avoir des investisseurs français, dans ce cas il faut soit plus de temps, soit des règles plus claires », lui répond un investisseur. « L'intérêt national passe peut-être par une entité basée en France et des investisseurs étrangers en Série A », ajoute-t-il, en précisant qu'UnaBiz a pris le soin de créer une entité juridique basée en France. En l'occurrence, une SAS sise à Toulouse, à proximité du siège de Sigfox.

À en croire le CSE, qui mentionne « différentes sources proches du dossier », le Gouvernement temporiserait. Et ne donnerait pas son accord avant le second tour de l'élection présidentielle (24 avril). Du côté du tribunal de commerce de Toulouse, on a décidé de repousser d'une semaine (soit au 21 avril) l'annonce de l'identité du repreneur.

Neuf candidats s'étaient manifestés. Après l'audience du 5 avril, il en restait quatre en lice. UnaBiz s'est engagé à reprendre environ deux tiers de l'effectif. 110 salariés sur 180 chez la maison mère Sigfox SA et les 17 de Sigfox SAS.

Illustration principale © Sigfox